

CHAPITRE II

On peut admirablement appliquer à la Commune de Paris le passage de Salluste :

« Dans une ville si peuplée et si corrompue, Catilina avait rassemblé sans peine des troupes d'infâmes scélérats, qui, rangés autour de lui, semblaient composer sa garde. Tous les hommes perdus de vices et de débauches, tous ceux qui s'étaient ruinés en festins, au jeu ou avec les femmes; ceux qui s'étaient surchargés de dettes... tout ce qu'il y avait de parricides, de sacrilèges, de gens condamnés, ou qui craignaient de l'être; tous ceux qui, pour vivre, faisaient trafic du sang des citoyens ou du parjure, enfin les malheureux que l'infamie, l'indigence et les remords poussaient

au désespoir : voilà quels étaient les amis et les confidents de Catilina. »

Le tableau est complet; il n'y a rien à y ajouter, rien à en retrancher.

Mais la Commune elle-même, qu'était-elle? d'où nous venait-elle?

Il y a là deux choses à distinguer : par son nom, elle se rattachait à notre histoire, à l'histoire de nos plus mauvais jours, et elle a, surtout à la fin de son existence éphémère, cherché autant que possible, par de maladroites, ridicules ou même odieuses copies, à raviver dans l'imagination publique des souvenirs qui tendaient à lui créer une parenté, une paternité dont on peut dire, à la rigueur, qu'elle n'était digne en aucune façon. Il n'y avait qu'un point de ressemblance entre elle et la Commune de 1793 : l'audace. Mais par le talent, par l'idée politique, elles ne se ressemblaient en rien. La paternité, la parenté même n'existait pas. L'apparence très-désirée, et recherchée pourtant, s'en évanouissait au moindre examen.

Voilà pour le nom et pour la similitude des tendances. Quant à l'origine, soit qu'elle le sût, soit qu'elle l'ignorât (et nous inclinierions assez à penser qu'elle l'ignorait, ou ne s'en rendait pas compte), la Commune de Paris avait, par le fait,

une paternité étrangère : elle était fille, fille d'abord parfaitement reconnue, puis ensuite désavouée, de l'*Internationale*, cette terrible société secrète qui cherche à envelopper le vieux monde dans ses invisibles filets, et semble vouloir, au dix-neuvième siècle, renouveler sur les gouvernements qu'elle a condamnés les occultes entreprises des tribunaux secrets de l'Allemagne du moyen âge contre les souverains frappés d'avance par leurs sombres arrêts.

Nous venons de prononcer le mot d'Allemagne, et c'est précisément (coïncidence assez étrange!) de l'Allemagne elle-même que l'*Internationale* est sortie tout armée de ses doctrines fallacieuses, de ses systèmes inapplicables de rénovation sociale; systèmes d'autant plus dangereux, doctrines d'autant plus funestes, qu'elles sont comprises d'autant moins par les masses, lesquelles ne s'attachent guère, tout d'abord, qu'à la surface des choses, et, n'ayant rien à risquer, sont très-aisément disposées à faire des essais, dussent ces essais, après avoir bouleversé la société actuelle jusque dans ses fondements, ne pas leur paraître aussi avantageux que l'état de choses existant avant leur application déplorable et sanglante.

L'Internationale est sortie de l'Allemagne, et l'on peut dire qu'elle y est née. Doit-on en attribuer les premières inspirations au docteur Jacobi qui, en 1850, publia son livre sur la solidarité des travailleurs? Faut-il remonter au premier travail de Diebneck, publié en 1847? Celui-ci avait ouvert les voies, et un autre livre de lui, lancé dans le public ouvrier après l'apparition de l'ouvrage du docteur Jacobi, vint fixer pour ainsi dire dans la pensée des travailleurs les théories déjà émises sur leur organisation.

Les ouvriers allemands qui, en grand nombre, venaient à Paris (nous ne nous en sommes que trop aperçu durant la guerre contre la Prusse), les ouvriers allemands importèrent en France ces idées malsaines de Jacobi et de Diebneck. Elles se confondirent naturellement, mais en gardant un goût de terroir, avec les théories socialistes de ces grands désorganiseurs dont on a voulu faire de grands hommes, et qui se nomment Proudhon, Pierre Leroux, Fourier. Elles devaient bientôt les absorber, ou, pour parler plus exactement, s'infiltrer à leur place dans les couches épaisses des travailleurs parisiens d'abord, puis bientôt dans les masses ouvrières de la province.

Et c'était tout simple, parce que, en apparence

du moins, et à première vue, elles étaient plus pratiques, plus logiques, plus sérieuses.

Elles finirent même par détrôner complètement dans l'esprit de l'ouvrier les vagues et creuses théories de Louis Blanc sur l'organisation du travail.

Les gouvernements allemands, le gouvernement prussien surtout, n'avaient pas vu sans d'assez vives inquiétudes l'éclosion et la vulgarisation de semblables doctrines. Ils poursuivirent Jacobi et Diebneck, qui furent condamnés à la détention. Le livre du docteur Jacobi avait même paru assez dangereux pour que la peine de mort fût, dans le principe, prononcée contre son auteur. Les sociétés secrètes furent plus surveillées que jamais, et il y eut là un temps d'arrêt, assez court d'ailleurs, dans l'extension progressive des tendances économiques et socialistes sur lesquelles l'Internationale allait asseoir ses larges bases.

Vers le commencement de l'année 1862, un jeune homme du nom de Karl Marx débarquait à Londres. C'était un étudiant; il avait dû fuir son pays, l'Allemagne, où il était poursuivi pour affiliation prouvée à une société secrète. Il avait même été, croyons-nous, condamné à mort par les tribunaux prussiens. Ce jeune homme, fort intelli-

gent, du reste, était complètement imbu des doctrines de Diebneck, de Jacobi, propagées également par un Russe nommé Touatchin. Il brûlait d'organiser une vaste association capable de les réaliser, de les mettre en pratique, et il est certain qu'il avait en lui tout ce qui était nécessaire pour les faire éclore et fructifier. Son premier soin, en arrivant à Londres, fut de les répandre et de leur donner, grâce au concours de ses nombreux compatriotes déclassés comme lui, une publicité, un retentissement qui ôtaient en quelque sorte à l'association qu'on voulait fonder le caractère de société secrète, et lui donnaient presque, du premier coup, l'apparence et l'ampleur d'une institution. On sait que sur un terrain pareil l'Angleterre peut très-facilement être abusée; ses enthousiasmes, ses enthousiasmes en ce genre ne se comptent plus, et, ce qu'il y a de singulier, c'est que les hautes classes de la société anglaise ne craignent pas, nous devrions dire n'hésitent pas, à protéger, à patronner les tentatives les plus contraires à la sécurité de l'État britannique lui-même, les plus subversives de toutes les doctrines politiques et sociales sur lesquelles le gouvernement anglais est depuis si longtemps et si heureusement établi.

N'a-t-on pas vu naguère Garibaldi, ce type du condottiere, pour lequel s'emparer d'un royaume sous les yeux de l'Europe, en dépit du droit européen et de la justice, était l'affaire de quelques semaines, n'a-t-on pas vu Garibaldi non-seulement accueilli avec enthousiasme par le peuple de Londres, mais encore choyé par un certain nombre de lords, de pairs d'Angleterre? Certes, les puissances de l'Europe, soit mollesse, soit fatigue, soit étonnement, soit défaillance, laissant créer des précédents et s'accomplir des faits d'une incalculable portée, regardant tranquillement se former et grossir l'orage qui portait dans ses flancs des révolutions et des guerres comme l'Europe n'en avait jamais vu, certes, les puissances européennes présentaient au monde un singulier spectacle. Mais parmi les faits politiques étranges de notre temps, et en dehors de l'incroyable facilité qu'on laissait au représentant par excellence des idées révolutionnaires, au défenseur de Rome en 1849, de renverser à son gré, à son heure, des gouvernements réguliers, créés en vertu des traités, et de refaire ainsi une carte politique suivant son omnipotente fantaisie, parmi tant de faits étranges, disons-nous, l'un des plus singuliers n'a-t-il pas été le patronage enthousiaste ac-

cordé par une portion notable de l'aristocratie anglaise à la personnalité compromettante de Garibaldi?

Et cependant l'Angleterre elle-même, dont le gouvernement ne peut subsister que dans les conditions spéciales où elle se trouve placée, quel que soit d'ailleurs l'esprit national qui distingue le peuple anglais, l'Angleterre doit comprendre à quel point les vieilles institutions, les vieux privilèges même, nécessaires, indispensables à son existence constitutionnelle, sont attaqués chaque jour par la jeune génération politique, ardente, impatiente de réformes, prête à envahir ce Parlement qui domine, *après tout*, le trône de la Grande-Bretagne!

L'aristocratie anglaise qui avait choyé Garibaldi pouvait bien patronner « l'Association internationale des travailleurs » (telle était la dénomination officielle de la nouvelle société), et elle le fit.

Karl Marx trouva dans cet appui venu de haut de grandes facilités pour la propagande qu'il s'était proposé de faire. Il en profita, et bientôt l'Internationale, dont il avait posé les bases, dont il avait surveillé l'organisation⁴ et rédigé les statuts,

⁴ Voir le n° 1 des Notes et Pièces justificatives.

prit une telle extension, qu'elle enveloppa dans son vaste réseau le nouveau monde comme l'ancien, et qu'elle absorba à son profit toutes les sociétés secrètes antérieures dont les tendances socialistes avaient quelque affinité avec les siennes. Elle les absorbait en se les assimilant.

Dans les dernières années du second Empire, alors qu'il commettait, à son point de vue, l'insigne faute, faute qu'il devait d'ailleurs joindre à tant d'autres, d'être infidèle à ses origines conservatrices et de mutiler de ses propres mains, de façon à la rendre absolument méconnaissable, la constitution qui, dans l'origine, avait fait sa force, et pouvait seule, très-probablement, assurer sa durée, l'Internationale donna pour la première fois signe de vie en France : elle causa des agitations, elle suscita des embarras, elle produisit des grèves.

A l'époque d'une de ces grèves, la plus célèbre de toutes, celle du Creuzot, il est historiquement vrai qu'elle reçut un subside, relativement assez important, de M. de Bismark. La Prusse, qui redoutait à cette époque une attaque de la France, avait un intérêt direct à créer des embarras de détail à son gouvernement. M. le prince de Bismark est un très-grand ministre, et, comme certains